

# **Les Elites Urbaines et le Développement Local au Cameroun**

**Honoré MIMCHE**

Sociologue-chercheur, CNE-MINRESI, Yaoundé

**Christian BIOS NELEM**

Sociologue-enseignant, Université de Yaoundé I

**Mohamed NJOYA MAMA**

Sociologue, Université de Yaoundé I

## **Résumé**

*La faillite du développement a accru les compétences de nouveaux acteurs dans la vie publique camerounaise au rang desquels, les élites. Depuis la libéralisation de l'économie, suite à la crise et aux effets austères des politiques d'ajustement structurel, ces personnes dotées d'aptitudes diverses dans plusieurs domaines de la vie sociale (politique, intellectuel, économique, culturel, social) ont investi l'espace public pour assurer à leur manière le développement de leur terroir. Ils s'approprient des normes collectives en la matière pour se positionner sur l'échiquier politique et social. Ce papier se propose d'interroger cette irruption des élites sur un champ jadis réservé à l'Etat. Il s'agira de saisir les « nouvelles » normes et valeurs auxquelles se cramponnent ces élites dans leur entreprise politique outre la volonté de développement qu'ils promeuvent.*

**Mots clés :** Elites, Développement local, Entrepreneurs politiques, Ressources politiques

## **Resumo**

*O falhanço do desenvolvimento aumentou as competências de novos actores na vida política camaronesa, nomeadamente as elites. Depois da liberalização da economia, consequência da crise e das medidas austeras das políticas de*

*ajustamento estrutural, as pessoas dotadas de aptidões diversas nos vários domínios da vida social (política, intelectual, económica, cultural, social) investiram no espaço público para assegurar à sua maneira o desenvolvimento do território. Apropriaram-se das normas colectivas para melhor se posicionaram nas esferas política e social. Este artigo propõe questionar esta intromissão das elites num campo tradicionalmente reservado ao Estado. Apresentaremos as “novas” normas e valores que as elites, no seu entendimento político, aplicam ao desenvolvimento por si promovido.*

**Palavras-chave:** Elites, Desenvolvimento local, Empreendedores políticos, Recursos políticos

### Summary

*The development bankruptcy increased the new competences in the cameroonian political life, namely the elites. Since the economic liberalisation resulting from crisis and other hostile effects of structural adjustment policies, people endowed with diverse aptitudes in several areas of social life (political, intellectual, economic, cultural and social) have invested in the public space in order to ensure local development on their own way. They made use of collective norms to gain position in the political and local spheres. This presentation questions this irruption of elites in a field that was formerly reserved to the state. Here we bring out the “new” norms and values to which these elites cling in their political undertaking, besides the development will they promote.*

**Keywords :** Elites, local development, political entrepreneurs, political resources

### Introduction

Jamais concept n'a été aussi préoccupant que celui de développement. Et pour cause, la question du développement est resté dans l'histoire de toutes les sociétés humaines le problème de tout le monde et les problèmes de tout le monde ceux de développement, pour paraphraser R. Dumont<sup>1</sup>. Vu à travers l'ensemble de la volumineuse littérature qui lui est à ce jour consacrée, le développement donne bien l'impression d'englober toutes les dimensions de la réalité sociale<sup>2</sup> en devenant

<sup>1</sup> R. Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1963, quatrième de couverture.

<sup>2</sup> H.W. Arndt, *Le développement économique, la marche d'une idée*, Nouveaux Horizons, University of Chicago Press, 1987.

pour reprendre une terminologie à la mode en sociologie et anthropologie depuis M. Mauss un véritable “*fait social total*”. Dans ce sens, le développement est loin de se réduire à un “*mythe ou une fiction métaphysique*”. Il est une “*réalité objective*”<sup>3</sup> que les approches critériologiques ont d’ailleurs exprimée à travers un ensemble d’indicateurs<sup>4</sup>. Indépendamment de toutes les considérations idéologiques qui ont alimenté la réflexion sur le développement<sup>5</sup>, nous mettrons sous ce vocable-processus l’idée de la “*création de conditions nécessaires à l’accomplissement de la personnalité*” humaine<sup>6</sup> quel que soit le type de société.

Depuis son accession à l’indépendance, le Cameroun a connu une croissance remarquable, avec une forte croissance économique. En effet, son PIB a augmenté de 4.5 à 5.5% en moyenne par an jusqu’à la fin des années 1970. Cette dynamique économique sera au plan politique entretenue par une ère de la planification du développement, à l’image de nombreux autres pays du continent noir. Mais, à partir de la fin de la décennie 1980, l’économie camerounaise entrera dans une déchéance entraînant une récession du train de vie des populations. La mise sur pieds des programmes d’ajustement structurels ne permettra pas également non plus la sortie du tunnel de la crise, d’après une expression du Président BIYA. C’est à la faveur de ce contexte que, à côté de l’Etat qui avait jusque-là joué le rôle de principal et d’unique promoteur du développement local, des acteurs privés et autres organisations non gouvernementales se verront de plus en plus sollicités pour insuffler une dynamique nouvelle dans le processus de développement des couches sociales urbaines et rurales. La loi promulguée en 1990 sur la liberté d’association<sup>7</sup>, que l’on peut inscrire dans cette nouvelle dynamique de libéralisation de l’économie nationale, favorisera l’émergence d’une société civile et de nouveaux acteurs et promoteurs du “*développement local*”. Il s’agit en particulier des associations, des élites urbaines, etc. dont le dynamisme sur le champ du développement local méritent bien une attention scientifique.

Cette communication analyse l’action des élites urbaines dans leur projet officiel de promotion du “*développement local*” comme de véritables acteurs de l’intégration politique au Cameroun, surtout dans un contexte de grande transhumance, de pluralisme et de compétition politiques. Nous nous proposons de montrer

<sup>3</sup> V. Nga Ndongo, “Développement, émancipation et originalité” in D. Simo (sous la dir.), *La politique de développement à la croisée des chemins. Le facteur culturel*, Yaoundé, CLE, 1998, p. 44

<sup>4</sup> G. Balandier, *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, PUF, 1971

Sur ce sujet, l’on pourra également se rapporter aux travaux de Y. Lacostes, *Les pays sous-développés*, Paris, PUF, 1970 ou encore *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965.

<sup>5</sup> Lire à ce titre C. Choquet et al. (sous la dir.), *Etat des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*, Paris, Karthala, 1993.

P. Jacquemot et al., *Economie et sociologie du Tiers monde. Un guide bibliographique*, Paris, L’Harmattan, 1981

<sup>6</sup> M. P. Hebga, *Afrique de la raison, Afrique de la foi*, Paris, Karthala, 1995, p. 75

<sup>7</sup> Il s’agit notamment de la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990

comment à travers une action quasi philanthropique, les élites urbaines s'approprient la norme du développement en cours pour acquérir le *leadership* et assurer leur promotion sociale. L'analyse montre comment est capitalisée l'innovation projetée par ces *ingénieurs politiques* dans leurs trajectoires de mobilités politique et sociale. Car pour la plupart, les associations qui émergent sous leur impulsion pour le développement de leurs localités sont des *capitales politiques*, qu'il faut encadrer et, en temps opportun, instrumentaliser. En effet, ces instruments de la politique participent plutôt à l'intégration politique car leurs actions se comprennent véritablement comme l'expression de la théorie du don tel que stipulé par Marcel MAUSS. Nous analysons la démarche (et les stratégies mises en œuvre) de la quête du leadership à travers de multiples actions de développement et les associations a priori qualifiées d'apolitiques pour montrer comment la norme est apprivoisée, manipulée et adaptée. Cette étude montre que loin d'être de simples acteurs économiques, les élites sont des entrepreneurs politiques car en période, tous les réseaux sociaux et politiques mis sur pieds sont capitalisés par ces derniers pour assurer leur réussite politique dans leurs localités d'origine. Les retombées de l'action des élites sont ainsi analysées dans toute leur profondeur. La promotion du développement local est devenue "*la voie de réussite politique*" et de l'acquisition du *leadership social*. En clair, cette étude permet à son terme de comprendre :

- 1) les enjeux politiques des initiatives locales de développement ;
- 2) qu'il n'existe aucune entreprise sans référence aux enjeux individuels car il y a une grande corrélation, voire une complicité tacite entre l'entreprise et les enjeux individuels mettant en relief les véritables masques que portent ces "développeurs" ;
- 3) l'action des élites urbaines comme une quête d'une identité, d'un rôle, d'une fonction et partant d'une mobilité politique.

En clair, notre analyse met un accent sur les élites comme de nouveaux entrepreneurs politiques, le masque qu'ils arborent et la quête du leadership qui réellement sous tend toutes leurs actions prétendument développementalistes.

## **1. De la planification à la décentralisation : approche historique des idéologies du développement au Cameroun**

On ne peut véritablement s'interroger sur la nouvelle dynamique du développement qui a vu émerger ces élites urbaines, sans véritablement refaire une brève histoire économique et sociale de la problématique du développement dans une société qui, à bien d'égard rejoint d'autres pays africains<sup>8</sup>. C'est pourquoi

<sup>8</sup> On parle d'ailleurs couramment du Cameroun comme une "*Afrique en miniature*".

cette première partie s'emploie à montrer que le rôle des élites est un phénomène qui prend corps dans un décor socio-historique précis. Pendant plus d'une décennie après son accession à l'Indépendance, le Cameroun a connu une croissance qui a sur le plan social, permis une nette amélioration des conditions de vie de sa population. Ce qu'il a été convenu de nommer à ce moment le "*miracle camerounais*"<sup>9</sup> trouve son fondement dans des aspects assez variés :

- On peut retenir d'emblée la bonne tenue des prix des produits d'exportation.
- En outre, il faut signaler l'essor qu'a connu particulièrement l'exportation des ressources pétrolières et son impact sur l'économie nationale.

### **A. L'accession à l'indépendance et le besoin de croissance : l'ère de la planification du développement**

L'accès à l'indépendance introduit une ère que l'on peut qualifier de celle de la planification, dictée par un projet de société bâti sur une démarche quantitative. C'est ce qui a justifié les multiples plans quinquennaux de développement adopté entre 1960 et 1987. Cette planification du développement a consacré l'Etat en principal acteur de développement au détriment des autres forces sociales. On a ainsi vu un Etat prédateur de tous les secteurs de la vie sociale se déployer pour procurer un mieux être à la population. Comme le relève le PNUD<sup>10</sup> "*au Cameroun, comme partout en Afrique, le modèle de développement adopté au lendemain des indépendances avait considéré l'Etat comme l'acteur essentiel, au détriment de l'initiative privée. Favorisée par l'absence d'une classe d'entrepreneurs et l'insuffisance ou l'inexistence de l'épargne privée, cette vision a sous-tendue, au cours des trois dernières décennies, des stratégies de croissances économiques centrées sur un Etat-Providence à la fois entrepreneur, marchand, organisateur et régulateur.*" . Quelques observations faites après deux décennies montrent que si le Cameroun a pu réaliser un taux de croissance positif, le développement n'a pas suivi comme on l'aurait escompté. En d'autres termes, il y a eu croissance sans développement, une situation dont le point culminant sera la crise dont les origines remontent à la décennie 1980.

### **B. De la croissance durable à la crise de l'interventionnisme étatique**

Pendant les deux premières décennies de son accession à la souveraineté internationale, le Cameroun a connu une remarquable croissance économique. Le taux de croissance annuel du PIB était de l'ordre de 5% en moyenne. Ce contexte

<sup>9</sup> J.-J. Aerts et al. *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Paris, L'Harmattan, 2000, p 7.

<sup>10</sup> PNUD, *Rapport sur le développement humain au Cameroun-1996. Secteur privé et développement humain*, p. 1.

économique, doublé d'une stabilité politique interne, a favorisé une nette amélioration des conditions de vie des populations camerounaises<sup>11</sup>, en accentuant par ailleurs une immigration étrangère de peuples voisins (Nigeria, Niger, Centrafrique, Tchad). Par ailleurs, la bonne tenue des prix des produits agricoles d'exportation a permis une promotion du secteur agricole. La progression massive de l'offre scolaire, suivie d'une nette augmentation du taux de scolarisation<sup>12</sup> s'accompagne d'une insertion socio-professionnelle assez facile pour les diplômés du secondaire et du supérieur. L'équilibre observé entre la demande et l'offre d'emploi ne pose pas à la jeunesse de sérieux problèmes car les écoles de formation sont nombreuses et recrutent des jeunes Camerounais en leur assurant une mobilité sociale par l'entrée dans la vie active soit dans le secteur privé, soit dans l'administration publique, constituant "*un débouché naturel*". Mais au milieu des années 1980, une situation pour le moins très inattendue arrive avec l'entrée du pays dans une zone de turbulences durables. Alors que les populations continuaient d'attendre le développement, c'est la crise qui s'est installée, sapant le bel optimisme entretenu jusque-là par elle<sup>13</sup>.

Dans cette situation d'essoufflement, "*les autorités camerounaises cherchent à définir de nouvelles stratégies de développement*"<sup>14</sup>. C'est ce qui justifie l'application des premiers programmes d'ajustement structurel, suivie d'une dévaluation du franc CFA, une pilule dont les effets sociaux seront encore plus difficiles à digérer par les Camerounais<sup>15</sup>. Car, comme le relèvent Aerts et al<sup>16</sup>, les premiers ajustements porteront sur les emplois<sup>17</sup> et par la suite sur les salaires ; "*une situation qui donnera de plus en plus l'envie de ne plus rester au pays*" pour reprendre de nombreux candidats à l'émigration. A côté du gel du marché du travail, se poursuit une amplification du nombre de demandeurs d'emploi sortis des grandes écoles. C'est ce qui va entraîner une explosion du chômage. Face à l'incapacité de l'Etat et des entreprises privées à absorber ce surplus qui s'est considérablement développé dans la première moitié des années 1990, l'État initie une politique d'auto-emploi, sans parfois mettre à la disposition des jeunes des ressources nécessaires pour leur décollage, quand on sait que les structures chargées d'offrir des facilités (accès au crédit, micro-projets) comme le FOGAPE (Fonds de Garantie et d'Aide aux Petites et moyennes Entreprises) étaient également en faillite. La crise devient alors un contexte particulièrement fertile à l'émergence de nombreuses stratégies de survie chez les nouveaux damnés du pays.

<sup>11</sup> Ezo'o Bizeme et Komon, 1996 pp. 67-69

<sup>12</sup> Banque mondiale, 1989 : 94-95 ; Tsafak, 2000 : 26-36 ; Aerts et al., 2000 : 241-242

<sup>13</sup> J.-M. Ela, 1994, p. 22

<sup>14</sup> CEA, 2003, p. 65

<sup>15</sup> G. Courade, 1994

<sup>16</sup> J.J. Aerts et al., 2000

<sup>17</sup> A titre d'exemple, 71% des entreprises réduisent leurs effectifs. Par la suite, les dépenses non salariales (primes, prestations sociales et autres avantages) et les salaires directs subiront une ponction considérable.

Depuis le début de la décennie 1990, la thèse de l'Etat fort semble trouver de plus en plus ses limites avec la tendance à la privatisation du développement entamée sous l'impulsion des bailleurs de fonds internationaux.

### C. La privatisation du développement

La crise économique et l'effondrement de l'Etat-providence ont conduit les autorités gouvernementales à rechercher des approches alternatives dans la promotion du développement. C'est dans cette dynamique de "*développement du sous-développement*" et surtout de la promotion de l'auto-développement comme réponse à la crise qu'*"il s'est créé des associations et des regroupements dits des ressortissants ou des originaires parmi lesquels les élites jouent un rôle primordial"*<sup>18</sup>.

Avec la crise, les regroupements villageois sont devenus la réponse adéquate pour la prise en main de problèmes de développement par les populations elles-mêmes. Les élites se voient attribuer des caractéristiques nombreuses et généralement valorisantes qui ouvrent la voie à des rôles et des actions dans les domaines les plus variés. Le diptyque élites et développement local est aujourd'hui le maître mot en matière de développement rural. Il prend un envol dans un contexte où le retour au village est devenu une riposte à la crise. Le développement est désormais compris non plus comme une simple attente de la satisfaction des besoins locaux par les institutions étatiques ou les services publics, mais mieux encore comme étant *"l'ensemble des processus sociaux induits par les opérateurs volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs"*<sup>19</sup>.

## 2. "On ne développe pas ... on se développe" : dynamiques de développement d'un développement endogène

### D. Les initiatives locales de développement local et rural au Cameroun

L'euphorie qui a présidé au lancement de la campagne de la *décennie du développement* dans les années 1960 s'est estompée devant les réalités de la vie internationale, caractérisées par un clivage de plus en plus accentué entre les pays

<sup>18</sup> S.C. Abéga, *Société civile et réduction de la pauvreté*, Yaoundé, CLE, 1999, p. 174

<sup>19</sup> J.P.O. de Sardan, 1990

riches du nord et ceux du Sud qui sont pauvres, ainsi que par la défense des intérêts égoïstes qui ne favorisent pas une véritable « déconnexion »<sup>20</sup> des pays sous développés par rapport au système capitaliste mondialisé. Le déclin s'est accéléré entre 1967 et 1969 (de 0,43 à 0,36% d'aide au développement), périodes qui représentent par contre la croissance remarquable de la richesse des pays industrialisés du Nord. Il ne saurait en être autrement, lorsque l'on sait que l'aide au développement que reçoivent les pays sous développés n'est jamais, si ce n'est à de rares cas, gratuite et peut par contre produire l'effet opposé<sup>21</sup>. S'il y a des intérêts particuliers à défendre, c'est à coût sûr pour parvenir à un mieux vivre, à des conditions matérielles d'existence améliorées permettant un changement évolutif des conditions sociales de vie. Les initiatives d'un *développement clé en main* ont progressivement fait leurs limites, entraînant une ère de la libéralisation à outrance. Avec cette promotion de l'initiative privée, les populations semblent avoir compris qu'on ne développe plus, mais qu'elles doivent se développer pour reprendre le penseur historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo.

En moins de quinze années, la loi sur la liberté d'association a permis l'irruption de nouveaux acteurs du développement local. On dénombre plus d'un milliers d'association légalisées, dans des domaines aussi variés (santé, éducation, culture, jeunesse, femmes, personnes âgées, information et communication, environnement, etc.) et prétendument a-politique. Comme l'ont d'ailleurs observé J.-P. Jacob et Ph. Lavigne Delville<sup>22</sup>, cette recrudescence des mouvements associatifs apparaît comme un révélateur et un vecteur des dynamiques de changement social. Aujourd'hui au Cameroun, les nouveaux entrepreneurs du développement local (élites économiques, élites intellectuelles, élites culturelles, élites sportives) entendent re-dynamiser le 'village' par le biais d'aides, de dons (écoles, routes, débits de boisson, projets de développement agricole, etc.). Ils font irruption sur la scène socio-politique comme de nouveaux "experts" du développement en oeuvrant pour l'amélioration des conditions de vie des populations, tel que stipulé par la nouvelle norme de développement<sup>23</sup>. Ces entrepre-

<sup>20</sup> Samir Amin (1986, 108) invite à dépasser le sens que donnent les politiques à l'expression « déconnexion » pour le comprendre non pas comme une autarcie des pays sous développés et un renferment vers soi par rapport au reste du monde, mais plutôt comme cette *organisation d'un système de critères de la rationalité des choix économiques fondé sur une loi de la valeur à base nationale et à contenu populaire, indépendant des critères de rationalité économique tels qu'ils ressortent de la domination de la loi de la valeur capitaliste opérant à l'échelle mondiale.*

<sup>21</sup> Sur ce sujet, l'on pourra se rapporter aux travaux de Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Seuil, 1975  
J. KI-ZERBO (dir), *La natte des autres. Pour un développement endogène*, Paris, Dakar, Karthala, CODESRIA, 1992

<sup>22</sup> J.-P. Jacob et Ph. Lavigne Delville, *Les associations paysannes. Organisation et dynamiques*, Marseille, Paris, Genève, APAD, Karthala, IUED, 1994, p. 6

<sup>23</sup> Nous nous entendons par nouvelle norme du développement la logique de participation de la population et de la société civile à la planification et à la mise en œuvre du développement.

neurs souhaitent revêtir la fonction de nouveaux “gardiens” du devenir du terroir. Cette posture constitue une caution permettant de légitimer un statut au niveau national et international, car ils deviennent des relais entre l’administration et les couches locales à “développer”.

Pour mener à bien leurs entreprises, ils s’appuient sur des acquis que leurs confèrent leurs postes de responsabilité, leurs capitaux sociaux<sup>24</sup>, leurs statuts sociaux qu’ils transforment et ré-inventent afin qu’elles puissent répondre aux enjeux actuels du développement : la lutte contre la pauvreté entretenu dans tous les discours. Ces manipulations et ré-appropriations sont au service des démarches artistiques et éthiques défendues par les experts du développement. Toutes les associations qui se créent et émergent comme institutions de développement sous l’impulsion de ces élites s’amplifient dans un contexte socio-politique lui aussi en pleine effervescence. La multiplication des affiliations politiques<sup>25</sup> rend complexe le comportement des élites en quête de personnalité permanente, au point où l’on est droit de se demander quelles normes pour quel développement ? En d’autres termes de quelles normes sont-ils en quête dans leurs actions de développement ? Pourquoi se servent-ils beaucoup plus de la lutte contre la pauvreté dans leurs actions ? Au préalable quels usages font-ils de cette nouvelle norme ?

C’est ainsi que les normes de développement se conjuguent aux valeurs informelles de politisation du champ social par une imbrication des logiques de développement local aux logiques de participation politique qui sont par ailleurs devenues, dans un contexte de grande concurrence politique, la condition de mobilité sociale ascendante de ces élites dans l’administration publique. Lancés au secours du “village”<sup>26</sup>, les élites urbaines sont en quête d’une néo identité à l’heure où la promotion sociale se rapporte le plus souvent à la compétence politique des élites. C’est ce qui peut justifier cette reconversion socio-politique de ces “membres supérieurs de la société” par anticipation à leur retraite perçue comme l’itinéraire le plus susceptible de les perdre. On comprend dès lors pourquoi “le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite espère parfois une nouvelle carrière à travers un poste électif : député, maire, conseiller municipal, responsable important du parti”<sup>27</sup> à condition qu’il ait au préalable entretenu de bonnes relations avec sa communauté<sup>28</sup>.

<sup>24</sup> Ces élites sont généralement intégrées à de vastes réseaux de relations sociales dans l’accomplissement de leur fonction tant au niveau national qu’international.

<sup>25</sup> Voir M. Banock, *Le processus de démocratisation en Afrique. Le cas camerounais*, Paris, L’Harmattan, 1992.

<sup>26</sup> Le village désigne moins le milieu rural que la communauté d’origine de ces élites. C’est dans la même perspective qu’est faite la lecture de la problématique du développement local

<sup>27</sup> S.C. Abéga, *Société civile et réduction de la pauvreté*, Yaoundé, CLE, 1999, p. 174

<sup>28</sup> Les bonnes relations consistent ici en dons en espèces ou en nature à la communauté d’origine des élites.

## E. Les dynamiques associatives du développement local et participatif

C'est dans ce contexte qu'il y a un éveil de conscience sur la nécessité de faire de l'action de développement un processus endogène. Dans un mouvement collectif, les pays africains, par la déclaration d'Abuja sur le développement participatif<sup>29</sup>, ont exprimé leur intention de cesser de « dormir sur la natte des autres », pour reprendre une expression chère à Joseph Ki-Zerbo, pour devenir les acteurs de leur propre destin. Au niveau local, l'heure est à la responsabilisation, car, enfin, on explique au simple citoyen qu'il est le principal acteur du développement communautaire. C'est l'âge d'or des Organisations Non Gouvernementales d'abord, et des Groupements d'initiatives communautaires par la suite. Les dynamiques de développement local épousent les contours d'une dynamique associative qui renaît comme axe principal de l'action collective sur le plan local. Bien que l'existence des associations soit antérieure à la proclamation d'indépendance du Cameroun, on assiste à un renouveau du mouvement associatif suite à la promulgation de la loi du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association. Les regroupements des personnes issues d'une même aire géographique sont les plus présentes et semblent être les plus actifs. Elles renvoient à l'ethnie et font souvent référence à un arrondissement, un département ou une province. Certaines associations ont d'ailleurs revendiquées leur légitimité sur toute une région du Cameroun<sup>30</sup>. DEBBASCH et BOURDON définissent l'association comme la convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que le partage des bénéfices<sup>31</sup>. Au Cameroun, les principaux objectifs des associations fondées sur une même localité ou région d'origine tournent autour de la promotion de la « culture du terroir » par sa vulgarisation ; maintenir et approfondir l'attachement des adhérents à la « culture du terroir » ; contribuer au développement du terroir par des réalisations concrètes telles que la construction des infrastructures routières et sanitaires<sup>32</sup>. Ce qui justifie l'apport des élites.

<sup>29</sup> « Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90 »

<sup>30</sup> À la veille de l'élection présidentielle de 1994, un certain nombre de personnalités politiques se sont fédérés pour émettre un « mémorandum du Grand-Nord ». Cette démarche consoliderait une idée reçue dans la partie méridionale du pays selon laquelle la partie septentrionale du Cameroun constitue un ensemble ethnico-religieux homogène. Il y a une tendance à identifier cette région du pays comme relevant du ressort musulmano-peuhl. Ces préjugés sont démentis par sa grande diversité ethnique et religieuse. L'islam, le christianisme et l'animisme cohabitent dans les villes et campagnes du Nord Cameroun, tandis que dans la seule province de l'Extrême-Nord par exemple, on enregistre pas moins de 18 entités ethniques (nos propres recherches). L'unification factice d'un Grand-Nord trahi le projet des personnalités politiques qui cherchent s'attribuer une base politique de grande envergure.

<sup>31</sup> DEBBASCH Charles et BOURDON, Jacques, *Les associations*, Paris, PUF ? Coll. Que sais-je ?

<sup>32</sup> Cf. Les statuts de l'association des étudiants de l'est Cameroun

Depuis que le développement rime avec la promotion de l'initiative privée, c'est véritablement le glas de l'Etat-providence<sup>33</sup> qui a sonné dans des sociétés où l'Etat est resté pendant plus de vingt ans le seul acteur de développement. La fin de l'interventionnisme étatique s'accompagne d'une privatisation des stratégies de développement.

A la faveur de l'ouverture démocratique et de la conditionnalité de l'aide au développement, les mouvements associatifs et autres acteurs de la société civile ont été considérés comme de véritables intermédiaires entre le sommet étatique et la base. Cette liberté d'association et de regroupement qui date des années 1990 est à l'origine de l'avalanche de structures apolitiques de défense des droits et intérêts de différents groupes sociaux. Sans toutefois rentrer dans son acception juridique, l'on peut dire que la notion d'association renvoie dans un sens large à tout regroupement de personnes au sein d'une collectivité territoriale donnée qui, ayant un certain nombre de valeurs à promouvoir et des règles de fonctionnement qui leurs sont propres, oeuvre pour la défense de leurs intérêts particuliers et la promotion de l'identité du groupe. Cette conception sociologique de la notion d'association invite à comprendre qu'il s'agit ici de toute forme de groupe auquel se réfèrent et s'identifient des individus dans un milieu social donné, indépendamment de son statut politique, mais qui ont des intérêts particuliers à défendre. La loi sur les libertés d'associations permet à ce titre de distinguer la nature de ces regroupements, qu'elle soit de type politique, économique, culturel, religieux ou autre. C'est ainsi que l'on observe une profusion de mouvements estudiantins et de ressortissants et sympathisants de localités géographiques bien distinctes, des associations de femmes, des regroupements de paysans, sans toutefois oublier des associations légalisées qui se définissent comme apolitiques et à but non lucratif, dont les objections premiers consiste à apporter leur soutien aux idéaux d'une personnalité politique de haut rang. Derrière toutes ces formes de regroupement, se trouve la dimension prise en compte de la dimension qualitative du développement local, avec la participation et l'intégration des principaux bénéficiaires des projets de développement dans leur conception et leur élaboration.

Les phénomènes sociaux associés à ce qu'on appelle dans les pays du Sud, développement, politiques de développement, opérations de développement, dispositifs de développement, projets de développement, etc., ont fait l'objet de plusieurs réflexions anthropologiques et sociologiques et ont montré le caractère incontournable des dynamiques locales pour une véritable impulsion du changement social, surtout dans un contexte social de crise où l'Etat ne peut plus à lui tout seul assurer ses fonctions régaliennes d'amélioration des conditions de vie des popula-

<sup>33</sup> PNUD, *Rapport sur le développement humain au Cameroun-1996. Secteur privé et développement humain*, Yaoundé, p.

tions et des modes de production à la base. Les institutions internationales et autres structures d'aide au développement l'ont compris face à l'échec des programmes conçus et exécutés par les experts nationaux et autres « développeurs » qui roulaient pour leur propre compte, en traitant de plus en plus avec des associations locales et autres ONG. Ces dernières, sans toute fois constituer un empire dans un empire, se présentent comme des structures médiatrices entre la majorité sociologique que constituent la bourgeoisie locale et les élites urbaines d'une part, et la majorité numérique que constitue la masse des populations pauvres des villes et des campagnes.

Face au défi que constitue le retour à la croissance économique et la lutte conjuguée de tous les efforts contre la pauvreté, surtout avec un bout du tunnel de la crise qui a du mal à être atteint, les acteurs politiques dans un contexte où le positionnement et l'ascension à des postes de responsabilité doit se justifier par des résultats électoraux positifs dans leurs localités régionales respectives, les élites urbaines se constituent en de véritables entrepreneurs du développement local.

#### **F. Défis du développement et le retour des élites dans la promotion du développement local et rural au Cameroun**

En situation de paupérisation croissante, les fora de concertation dépassent les cimes des foyers familiaux et gagnent la place publique. C'est, au marché, au bureau, dans les taxis, etc. que les camerounais partagent leur expérience de la misère. Plus qu'un exutoire, c'est également la recherche d'une panacée qui motive la prise de parole en public<sup>34</sup>. L'émulation qui jaillit de la maturation de l'espace public est récupérée par l'élite urbaine qui se positionne comme intermédiaire entre les populations et le pouvoir. L'identification des besoins locaux en matière d'équipement ira nourrir les *doléances* qui sont ressassées au cours des rencontres formelles et informelles.

C'est une véritable juxtaposition des rôles qui caractérise le retour des élites villageoises dans la promotion du développement local. La tentative de construction d'un Etat structuré selon les principes d'une solidarité organique est contrecarrée par le renforcement de la filière parentale dans la circulation de l'information des gouvernants vers les gouvernés. De même, y a-t-il substitution

<sup>34</sup> Avant les premières expériences de libéralisation de la vie politique marquée par les élections à candidatures multiples au sein du parti unique au pouvoir, il y avait une certaine méfiance à évoquer en public les questions sociales, politiques ou économiques pouvant remettre en cause la gestion qui est faite des ressources nationales. La répression politique menée sous la houlette des tristement célèbres SEDOC (Le Service des Etudes et de la Documentations), DIRDOC (La Direction Générale des études et de la Documentation) et CENER (Centre National d'Etudes et de Renseignements) transformé plus tard en Secrétariat d'Etat à la Sécurité Intérieure (SESI) avait instauré une peur réelle au sein de l'opinion publique nationale.

des élites urbaines à l'Etat lorsqu'elles déploient des actions d'éclats par la livraison de cadeaux de diverses envergures aux populations<sup>35</sup>. Agissant individuellement ou bien au nom d'un regroupement, ces dignitaires ne manquent pas, à l'occasion, de souligner le rôle primordial du parti dans la concrétisation des promesses tenues. Il y a de toute évidence déphasage entre l'aptitude avérée des populations à exprimer des *doléances* et les capacités de réponses locales aux problèmes de développement ainsi identifiés. La faiblesse et parfois l'inexistence des aptitudes paysannes à surmonter les questions liées à la satisfaction des besoins et d'équipements pour la production démontrent que la privatisation du développement entérine une fois de plus l'importation du développement. Dans le décor des discours, séminaires et ateliers de formation dont la thématique porte sur le développement communautaire, les paysans regardent le ciel car pendant longtemps encore, la solution viendra d'« en haut ».

### **3. Développement du sous développement ou prolétarianisation du monde paysan ?**

Dans les premières années de souveraineté politique du Cameroun, le développement territorial a été perçu beaucoup plus sous l'angle infrastructural, en termes de croissance et d'urbanisation que sous son aspect qualitatif. Le souci de rattraper le retard technologique a été tel que la mécanisation des tâches, importée dans un contexte social où la main d'œuvre restait encore abondante et bon marché, a engendré la montée du nombre de chômeurs et accentué les inégalités sociales. En outre, les institutions parlementaires ont renforcé le pouvoir de la bourgeoisie locale que constituent les élites urbaines, plus préoccupés à défendre leurs intérêts particuliers que ceux de la masse populaire, encore moins ceux de la paysannerie. Comme conséquence, la croissance infrastructurelle et l'amélioration de l'accès aux soins de santé moderne n'ont pas changé considérablement les conditions de vie de la paysannerie tant il est vrai que la réduction considérable du taux de mortalité ainsi que les taux de natalité infantile et maternelle n'est pas allée de pair avec l'augmentation des possibilités d'emploi.

De leur côté, les médias ont véhiculé et continuent de véhiculer des modes de consommation et des pratiques culturelles nouvelles qui ne vont pas sans susciter auprès des populations, des besoins nouveaux et aspirations matérielles que leur niveau de vie actuel ne peut leur offrir. Ce dernier est *une phase historique qui possède ses contraintes spécifiques, internes et externes, faisant obstruction au*

<sup>35</sup> Ceci peut relever de matériels scolaires, de matériels agricoles, d'un bâtiment scolaire ou de stands de commercialisation de produits agricoles entièrement construits et livrés à la communauté « clé en main ».

*progrès vers l'indépendance économique et une croissance spontanée et équilibrée*<sup>36</sup>. Plus de trente ans après l'indépendance du Cameroun, l'idéologie de développement véhiculée par les différents gouvernements s'est accompagnée d'une volonté politique forte de cohésion sociale et d'intégration politique territoriale. Avec l'avènement de la crise dans la deuxième moitié des années 1980, consécutive à la baisse des salaires des fonctionnaires de l'Etat, à la compression du personnel dans les entreprises parapubliques et privées et à l'imposition des programmes drastiques de redressement des économies africaines, nombreux sont ces élites urbaines qui ont, par la force des choses, suivant en cela les discours du chef de l'Etat qui invitait tous les acteurs sociaux à « retrouver les manches » repris le chemin des villages pour se lancer dans des activités agricoles. Ce retour au village de certaines élites urbaines a permis de renforcer la proximité entre ces « ingénieurs politiques » et la masse rurale qui, à l'aire de la pluralisation des partis politiques, constitue une force sociale significative qu'il faudrait contrôler en usant des promesses électorales et autres réalisations de premières nécessité (électrification villageoise, adduction en eau potable, accès aux soins de santé, etc.).

### **G. Le développement en question : “les paysans attendaient le développement et c'est la crise et la pauvreté qui sont arrivées”**

L'échec avéré des plans quinquennaux et autres modèles de développement, inspirés des seules trajectoires de l'imaginaire occidental, ont suscité dans le passé et continuent encore de susciter des réflexions et débats de fond sur les mécanismes efficaces, endogènes, permettant une meilleure articulation entre le progrès social et l'amélioration des modes de production au sein des postcolonies. Des milliers de paysans ont vu se succéder des experts, techniciens et agents d'encadrement sans que leurs conditions sociales ne changent véritablement. La raison explicative est que les structures de développement et d'encadrement du monde villageois dont beaucoup d'espoirs ont été fondés à leur création n'ont pas apportées les résultats escomptés ; elles sont tombées en faillite et ont été remplacées par d'autres. Le financement de ces organismes engagés dans ces vastes programmes de développement, avec la participation des cadres expatriés et des encadreurs nationaux, n'a pas changé de manière significative la vie quotidienne de ces paysans. La conséquence de ce mal développement est que le monde rural reste en proie à la disette dans les secteurs vitaux tels que l'eau, la nourriture, les transports, les soins de santé et autres services de base où, l'accès aux ressources de première nécessité est un enjeu quotidien<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> T. Mende, *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Seuil, 1975, p. 55

<sup>37</sup> J.-M. Ela, *Innovations sociales et renaissances de l'Afrique noire, les défis du “monde” d'en-bas*, Paris, Karthala, 1998.

Partant du fait que le véritable changement social qui se forge à partir d'une articulation entre l'économie, la société et les spécificités culturelles ne peut être exogène, mais endogène, les stratégies déployées dans les postcolonies, dans un contexte actuel caractérisé par l'homogénéisation culturelle et la globalisation du marché, penchent beaucoup plus vers l'accentuation du partenariat public-privé. Cette exigence sociale concourt à donner du sens et même de la puissance aux acteurs de la société civile, dont les associations urbaines et/ou rurales de développement.

Cependant, la spécificité du fait politique dans ces sociétés qui ont refusé l'assimilation culturelle invite, à plus d'un titre, à s'interroger sur le rôle que joue ou devrait jouer les associations locales ou urbaines dans l'entreprise de socialisation politique des individus, surtout dans le contexte camerounais où, d'une part, les groupes d'intérêt se positionnent très souvent en période d'enjeux politiques comme des groupements clientélistes qui font et défont les élites urbaines et, d'autre part, ces dernières recourent à ces diverses associations locales pour maintenir la prééminence du « parti national » et réaffirmer le soutien de la base au « candidat naturel ». C'est un rapport de force perçu par la paysannerie qui, de plus en plus, ne se contente plus des simples promesses électorales qu'accompagnent des sacs de riz, des morceaux de viande et autres gadgets du parti, pour leur garantir un vote massif.

## H. Une paysannerie capturée

Plusieurs analyses récentes de la relation Etat-société en Afrique contemporaine soulignent les difficultés qu'éprouvent les gouvernants à contrôler les développements locaux. Traitant du monde rural, Goran HYDEN propose d'analyser les problèmes de développement et le rôle défaillant de l'état en partant de l'idée d'une paysannerie « non capturée ». Jean-François BAYART<sup>38</sup> et d'autres politologues découvrent dans leurs analyses de l'autoritarisme des régimes africains, l'intérêt particulier que revêtent les « modes populaires d'action politique ». Malgré les différences de vues qui prévaut, il se révèle qu'en Afrique, le rôle de l'état contemporain, ses faiblesses et son instabilité ne se comprennent qu'en partant de l'impact particulier des réactions populaires, souvent diffuses et apparemment a-politiques, qui pèsent sur l'instauration de nouvelles relations de domination

La paysannerie a toujours constitué dans les pays africains en général et au Cameroun en particulier, une force sociale assez significative qu'il est nécessaire de contrôler et manipuler. Dans le passé, l'encadrement des paysans par les pouvoirs

<sup>38</sup> BAYART, Jean-François ; MBEMBE, Achille ; TOULABOR, Comi, , *Le politique par le bas en Afrique Noire*. Contribution à une problématique de la démocratie, Paris, Karthala, 1992.

publics était subordonné à diverses mesures de participation à la vie politique, tels que l'achat de la carte du parti, la présence aux meetings et l'inscription dans l'aire de l'idéologie dominante<sup>39</sup>. Si les travailleurs en milieu urbain sont « suivies » par les syndicats gouvernementaux et autres regroupements associatifs qui sont au service des institutions en place, dans un contexte où le droit de grève est généralement mal perçu, le parti national que représentent les élites urbaines demeure le cadre dans lequel s'établit la relation entre les populations et le pouvoir central.

A travers des « dons » en matériel agricole que les élites urbaines offrent aux paysans, il s'agit d'entretenir un climat social favorable à l'aristocratie gouvernante qui accepte peu des réflexions irrévérencieuses contre le régime en place qui a apporté la « paix » et la « stabilité politique ». L'action des élites urbaines mobilisées par le sommet du parti est de *neutraliser toute forme d'opposition* à la base, à partir d'un vaste réseau de sociabilité propre aux groupes de parenté. Pour Ela<sup>40</sup>, « *le souci d'implanter le "Grand Parti national" jusqu'au fond de la brousse n'obéit pas seulement à la volonté d'asseoir le régime dans toutes les couches sociales, mais aussi de protéger les intérêts des groupes qui profitent de l'Etat pour élargir leur base économique.* »

Les élites urbaines mobilisées ainsi par le parti roulent pour leur propre compte même si, à travers leurs actions participent au développement de la localité. Leur mission est de contrôler la masse rurale qui, insatisfaite des promesses électorales faites, peut créer des difficultés au gouvernement en place.

## **I. Développement ou intégration politique par les élites : la néo-théorie centre périphérie**

L'intervention des élites urbaines sur les chantiers du développement local dément le concept de développement communautaire. Le processus de développement communautaire convoque sans aucun doute la contribution de tous les membres de la communauté dans les programmes d'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, la prééminence des élites urbaines dans les initiatives dites de développement communautaire remet en question les capacités locales de mobilisation des populations et traduit même l'échec de cette intervention.

Le passage dans les associations, à caractère ethnique, religieux ou autre, a souvent été un facteur décisif de reconnaissance de l'appartenance identitaire et surtout une stratégie de positionnement et d'insertion professionnel. Plus on s'agite politiquement, plus grande est la chance d'être coopté par la classe dirigeante<sup>41</sup>.

<sup>39</sup> J. M. Ela, p. 80

<sup>40</sup> J.-M. Ela, p. 82

<sup>41</sup> Cercle des amis d'un tel, jeunesse du président tel, etc., si ce ne sont pas simplement des associations urbaines des originaires d'une localité rurale.

Les groupes défavorisés font de ce fait l'objet d'une manipulation et d'une instrumentalisation dans la mesure où ils constituent un alibi pour une accumulation au profit des entrepreneurs locaux et aux élites urbaines qui vivent de l'Etat. Des exemples ne manquent pas dans le contexte camerounais où des élites urbaines ont très souvent eu recours aux responsables d'associations, véritable courroie de transmission et médiateurs entre les élites et la base, pour des octrois de bourses, des recrutements dans des organismes et même l'admission dans des écoles.

De la sorte, être à la tête d'une association est dans certains cas en fonction des enjeux, stratégique pour le principal leader qui, de sa collaboration, peut se voir récompenser par ces aînés sociaux.

Ceci invite à penser à une récupération à des fins politiques l'action de ces associations aux objectifs louables, mais surtout à la manipulation que mettent en œuvre les élites.

## **J. Processus de transformation des paysans en ressources politiques**

Le développement n'est pas que la conséquence des dynamiques externes, d'interventions extérieures à un milieu dans la mesure où tout changement social est la conséquence à la fois des dynamiques externes et internes. En matière de développement, il faut voir tout changement social qui peut être apporté dans un environnement donné, permettant aux individus de partir d'un stade (traditionnel) de leur vie vers un autre (modernité), en tenant compte à la fois de la dimension économique et infrastructurelle de l'individu, mais aussi et surtout sa dimension humaine. Car, aucun développement véritable ne peut se faire en mettant à l'écart la dimension humaine, la qualité d'homme. Le développement est non seulement ce changement qui se vit comme ce passage de la tradition vers la modernité, mais aussi comme une formation de la qualité d'homme. Si cette dimension du développement est minorée, l'on assistera au développement du sous-développement, dans une Afrique considérée comme mal partie, et qui refuse le développement.

C'est fort de cette considération que les élites urbaines entreprennent des relations de proximité avec les couches sociales à la base. Ces dernières constituent des ressources politiques, voire une force sociale non négligeable, qu'il faut contrôler et manipuler. Comme le note opportunément Denis Constant MARTIN<sup>42</sup>, l'histoire et l'anthropologie ont enseigné que la violence et la coercition ne peuvent à elles seules, permettre à un système politique de durer. Dans des situations de domination politique et économique, les détenteurs du pouvoir doivent aussi obtenir

<sup>42</sup> Denis-Constant MARTIN, « Les cultures politiques », in *Les Afriques politiques*, COULON, Christian (dir), Paris, La Découverte, 1991, pp 157-171

le consentement, c'est-à-dire au moins la neutralité, l'apathie des sujets à leur sujétion. Pour ce faire, les dirigeants doivent justifier leur puissance et leurs privilèges, non seulement dans l'abstraction du droit, mais surtout en éveillent des émotions, des passions politiques qui sous-entendent l'acceptation par les citoyens du pouvoir, de la manière dont il est exercé et de ceux qui l'exercent. De ce fait, les « élites » politiques et administratives émettent des discours, des symboles et des mythes par un processus plus ou moins ritualisé en vue d'asseoir leur légitimité.

### K. Les élites en quête de norme ou de nouveaux ingénieurs politiques

L'instauration du multipartisme a relancé la concurrence sur la scène politique nationale. Lorsque arrive le mouvement de démocratisation en Afrique et au Cameroun en particulier, on est naïvement tenté de penser que la politique est l'affaire d'une caste particulière, d'une minorité sociologique et de tous ces bourgeois compradores. Cette imagination utopique est surtout ancrée dans les mœurs des camerounais au plus haut point, ce d'autant plus que le chef de l'Etat affirme en 1992 qu'il faut laisser la politique aux politiciens. Mais la tournure des mouvements de libéralisation entraîne ou s'accompagne d'un vaste processus de politisation de l'espace public au point où aujourd'hui on n'est pas loin de dire avec certitude, pour paraphraser DUMONT<sup>43</sup> que les problèmes de tous le monde sont devenus politiques et les problèmes (de) politiques, les problèmes de tout le monde. Cette dynamique de politisation est davantage entretenue par les élites urbaines en quête de nouveaux statuts et de *capitaux électoraux* pour leur maintien aux postes de responsabilité. En effet, leur promotion dans l'administration publique et même dans certaines administrations privées est devenue une sorte de "*njangui politique*" et on retrouve là toute la théorie du don telle que élaborée par Marcel MAUSS intelligemment mis en œuvre par ces nouveaux ingénieurs politiques ou du politique au Cameroun. Car véritablement, le rapport entre ces élites et les populations locale s'explicitent comme des interactions que l'on peut entendre sous l'expression communément utilisé dans les populaires : "*le donnant donnant*"<sup>44</sup>.

D'ailleurs, lors de la campagne présidentielle de 1996, le Premier ministre du Cameroun d'alors<sup>45</sup> affirmait sans ambages que "*politica njangui*". Ces propos montrent à souhait que le jeu politique se trouve modifié en un vaste réseau de relations impliquant quotidiennement le don et impérativement un contre-don. Mais ces interactions sont historiquement activées au préalable par le retour au

<sup>43</sup> R. Dumont, op cit

<sup>44</sup> Sur ce sujet l'on pourra se rapporter au récent dossier consacré au sujet par le journal *La Tribune du Citoyen*, n° 28 Juillet-Août 2005, pp. 12-14

<sup>45</sup> Simon Achidi Achu

village de ces élites, à travers des dons, des actions de développement qui constituent à proprement parler un processus de politisation du champs social par la constitution stratégique d'un "fief électoral", dont le première indicateur est le plus souvent l'ethnie, la communauté. Car à travers ces actions, ils se construisent une personnalité et acquièrent plus de visibilité sur l'espace public où ils obtiennent plus de notoriété. L'imbrication est constante entre le rôle social de ces élites et leur intégration politique. A titre d'illustration, l'on peut citer la multiplicité des "motions de soutien" au Président de la République dont ils sont le plus souvent à l'origine. C'est en période d'effervescente politique (élections présidentielles, élections municipales, élections législatives) que l'on se rend réellement compte que ce volontarisme populaire des élites sont un mécanisme de leur irruption dans le jeu politique et qu'il est effectivement considéré comme une entreprise politique. Ils commencent à faire le jeu du politique en transformant les avantages liés à leur fonction lors des campagnes électorales. Le statut d'élite devient un business qui assurent une insertion dans la classe politique locale et nationale, voire la promotion aux postes de responsabilité. Etre "élite" ou même membre d'une association d'élites ne constitue-t-il pas désormais une norme, une figure de réussite sociale dans un contexte où les revenus sont devenus insuffisants pour assurer la satisfaction de nombreux besoins familiaux, et offrant peu de chances d'ascension sociale ?

La nomination à un poste de responsabilité et surtout le maintien d'un responsable n'est plus l'expression de la compétence professionnelle, mais raisonnablement l'issue heureuse du dynamisme politique de ce dernier surtout à la faveur du parti au pouvoir. En effet, l'observation attentive de la capture politique de ces élites par leur intégration (parfois) forcée dans les commissions communales de campagne pour le compte du parti au pouvoir montre que celles-ci sont lancées dans une quête d'autorité et de pouvoir par leur intégration politique au départ prétendument involontaire. Un responsable dans le département du Noun nous affirme d'ailleurs à ce propos que *"est ce que vous pensez que j'ai été consulté pour cela ? Jamais. Qu'est-ce qu'on fait au comité central en fait, on recense toutes les élites des différentes régions de toutes les ethnies et on vous oblige à battre campagne. Si tu n'es pas actif lors de la campagne, tant pis pour toi. Tu ne seras pas maintenu à ton poste. D'ailleurs, vous savez mieux que moi que l'après élection est l'heure de la récompense politique de tous ceux qui ont participé activement et chacun récolte ce qu'il a semé, suivez mon regard"*.

## En guide conclusion

Au terme de cette analyse, le rôle des élites dans la problématique du développement local est plus complexe qu'il ne paraît. Car loin de s'imposer comme

des personnes qui se chargent d'actionner la dynamique de changement dans leur villages, ils ont largement détourné la norme prescrite par la politique d'auto-développement en démarche de (auto) promotion sociale. C'est ainsi qui fait aujourd'hui de la reconversion politique une véritable norme pour les personnes en quête d'une certaine honorabilité. Cette conception que l'on retrouve dans plusieurs sociétés acquièrent une dimension normative et s'impose comme des modèles orientant dès lors les comportements des acteurs sociaux. On pourrait dire à la suite de T. Bierschenk et al. que cette analyse de l'irruption des élites dans le champs social remet en cause le paradigme structuro-fonctionnaliste, alors hégémonique en anthropologie, qui souligne que les acteurs sociaux sont de véritables robots culturels. Il apparaît au terme de cette réflexion que les élites '*ne sont pas de simples porteurs de rôles ni de simples exécutants de normes, mais qu'ils sont en mesure de se ménager des marges de manœuvre dans les interstices des systèmes et des structures, dans des contextes où les normes ne sont pas homogènes voire sont contradictoires*'<sup>46</sup>.

Le fait d'acquérir ce statut dans la société camerounaise est toujours inscrit dans un projet et une trajectoire d'ascension sociale<sup>47</sup>. Ainsi, tous ceux qui aspirent à s'élever dans la hiérarchie sociale s'assimilent à la logique et l'idéologie du pouvoir. Aussi, ajoute Rocher, '*Les membres de l'élite du pouvoir servent donc de modèles vivants, dont la force d'attraction est en même temps une force de pression s'exerçant sur ceux qui aspirent à accéder au pouvoir ou à s'en rapprocher*'<sup>48</sup>. Ces entrepreneurs informels s'inscrivent dès lors une pluralité de logiques sociales articulées autour de modèles. Il apparaît alors que la privatisation du développement local devient véritablement une norme de promotion sociale. Plusieurs jeux de normes sont à l'œuvre, et s'adaptent dynamiquement aux situations et aux circonstances changeantes

## Bibliographie

- ABEGA S.C., *Société civile et réduction de la pauvreté*, Yaoundé, CLE, 1999.  
 AERTS J.-J. et al., *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Paris, L'Harmattan, 2000.  
 ARNDT H.W., *Le développement économique, la marche d'une idée*, Nouveaux Horizons, University of Chicago Press, 1987.  
 Balandier G., *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, PUF, 1971  
 BANOCK M., *Le processus de démocratisation en Afrique. Le cas camerounais*, Paris, L'Harmattan, 1992.  
 BAYART, J.-F., *L'Etat au Cameroun*, Paris, presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 2<sup>e</sup> édition, Coll. références, 1979.

<sup>46</sup> T. Bierschenk et al.(sous la dir.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quêtes de projets*, Paris, APAD, Karthala, 2000, p. 14.

<sup>47</sup> Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale. Le changement social*, HMH, 1968, p.144.

<sup>48</sup> *Ibidem*

- BAYART, J.-F. ; MBEMBE A., TOULABOR, C., *Le politique par le bas en Afrique Noire. Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.
- BIERSCHENK T. et al. (sous la dir.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quêtes de projets*, Paris, APAD, Karthala, 2000, p. 14.
- CHOQUE C. et al. (sous la dir.), *Etat des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*, Paris, Karthala, 1993.
- DEBBASCH C. et BOURDON, J., *Les associations*, Paris, PUF ? Coll. Que sais-je ?
- DUMONT R., *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1963.
- ELA J.-M., *Quand l'Etat pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala, 1990.
- ELA J.M., *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire. Les défis du monde d'en-bas*, Paris, l'Harmattan, 1998.
- GORAN, H. & BRATTON, M., *Gouverner l'Afrique*, Nouveaux Horizons, 1992.
- HEBGA M. P., *Afrique de la raison, Afrique de la foi*, Paris, Karthala, 1995.
- JACOBJP. et LAVIGNE DELVILLE Ph., *Les associations paysannes. Organisation et dynamiques*, Marseille, Paris, Genève, APAD, Karthala, IUED, 1994.
- JACQUEMOT P. et al., *Economie et sociologie du Tiers monde. Un guide bibliographique*, Paris, L'Harmattan, 1981.
- KI-ZERBO J. *La natte des autres, Pour un développement endogène en Afrique*, Codesria-CRDE-Karthala, 1991
- LACOSTES Y., *Les pays sous-développés*, Paris, PUF, 1970
- LACOSTES Y., *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965.
- MARTIN, D.-C., « Les cultures politiques », in *Les Afriques politiques*, COULON, Christian (dir), Paris, La Découverte, 1991, pp 157-171
- La Tribune du Citoyen*, n° 28 Juillet-Août 2005, pp. 12-14
- MENDE T., *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Seuil, Coll. Politique, 1975
- NGA NDONGO V., "Développement, émancipation et originalité" in D. SIMO (sous la dir.), *La politique de développement à la croisée des chemins. Le facteur culturel*, Yaoundé, CLE, 1998, p. 44
- De SARDAN J. P., (1995), *Anthropologie et développement* (Essai en socio-anthropologie du changement social), Paris, Karthala / APAD.
- PNUD, *Rapport sur le développement humain au Cameroun-1996. Secteur privé et développement humain*.
- ROCHER G., Introduction à la sociologie générale. Le changement social, HMH, 1968.
- SAMIR A., *La déconnexion* (pour sortir du système mondial), Paris, La Découverte, 1986.